

Egypte: Morsi détenu par l'armée, son successeur prête serment - Casablanca

Écrit par Administrator
Jeudi, 04 Juillet 2013 11:04 -



Un magistrat peu connu a prêté jeudi serment comme président par intérim de l'Égypte, au lendemain de la déposition par l'armée de l'islamiste Mohamed Morsi, détenu par les militaires.

Adly Mansour, président de la Haute cour constitutionnelle désigné par l'armée pour remplacer M. Morsi, a promis de «protéger le système républicain» et d'être le «garant des intérêts du peuple» lors d'une brève allocution.

La chute de Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu d'Égypte, met un terme à un an de pouvoir islamiste marqué par des crises à répétition et une forte contestation populaire et ouvre la voie à une délicate transition dans un pays profondément divisé entre pro et anti-Morsi.

Ce coup d'Etat dans le plus peuplé des pays arabes a suscité l'inquiétude à l'étranger, le président américain Barack Obama appelant à examiner l'implication de ces événements pour l'importante aide militaire à l'Égypte, la Russie à la retenue et l'Union européenne à une présidentielle rapide.

Sur la place Tahrir au Caire qui a fêté toute la nuit avec des feux d'artifice le renversement de M. Morsi, moins de trois ans après avoir célébré la chute de son prédécesseur Hosni Moubarak en février 2011, il restait quelques petits groupes de manifestants alors que des haut-parleurs diffusaient de la musique patriotique.

«Victoire pour la légitimité populaire», «Le président chassé par la légitimité populaire», «l'Égypte est de retour», titrait la presse gouvernementale et indépendante. En revanche, le journal Horreya al-Adala des Frères musulmans ignorait son renversement et titrait sur les manifestations pro-Morsi.

Egypte: Morsi détenu par l'armée, son successeur prête serment - Casablanca

Écrit par Administrator
Jeudi, 04 Juillet 2013 11:04 -

Les événements se sont précipités depuis lundi au lendemain de manifestations sans précédent, émaillées de violences meurtrières, contre M. Morsi , élu il y a un an et accusé par ses détracteurs de vouloir instaurer un régime autoritaire au profit des Frères musulmans dont il est issu.

Après l'expiration d'un ultimatum de 48 heures lancé par l'armée et face à la persistance de M. Morsi à rester au pouvoir, c'est son ministre de la Défense et chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, le nouvel homme fort du pays, qui a annoncé mercredi soir sa mise à l'écart.

Les forces de sécurité l'ont ensuite arrêté et l'ont emmené au siège du ministère de la Défense, après la diffusion d'un enregistrement vidéo dans lequel M. Morsi s'est redit «le président élu d'Egypte» et a dénoncé un «coup d'Etat complet rejeté par les hommes libres du pays».

MESURES CONTRE LES FRERES MUSULMANS

Ce coup de force fait craindre de nouvelles violences, alors que les heurts depuis le 26 juin ont coûté la vie à 57 personnes, dont dix morts mercredi soir lors de heurts avec les forces de l'ordre et d'accrochages entre pro et anti-Morsi.

Le ministère de l'Intérieur a averti qu'il répondrait «fermement» aux troubles et des blindés ont été déployés la veille au Caire.

Dans le cadre des mesures prises contre les Frères musulmans, qui étaient arrivés au pouvoir après avoir été honnis durant les 30 ans de dictature de Moubarak, l'équipe présidentielle a été aussi placée en résidence surveillée alors que 300 mandats d'arrêt ont été lancés contre ses membres et deux de ses dirigeants ont été interpellés Saad al-Katatni et Rached Bayoumi.

Un haut responsable de l'armée a confirmé la détention «de façon préventive» de M. Morsi, laissant entendre qu'il pourrait être poursuivi, alors qu'il est sous le coup -avec plusieurs dirigeants de la confrérie, dont le Guide suprême Mohammed Badie- d'une interdiction de quitter le territoire.

La feuille de route sur la transition politique a été annoncée par le général Sissi, après des discussions avec le représentant de l'opposition Mohammed ElBaradei et les principaux dignitaires religieux musulmans et chrétiens du pays.

«Outre la suspension provisoire de la Constitution», la feuille de route prévoit que «le président par intérim Adly Mansour prenne en charge les affaires du pays durant la période de transition jusqu'à l'élection d'un nouveau président», a-t-il annoncé, en soulignant que l'armée «resterait éloignée de la politique»

ACCUSE DE TOUS LES MAUX

L'institution militaire, qui avait pris les rênes de l'exécutif durant 16 mois entre la chute de Hosni Moubarak et l'élection de M. Morsi en juin 2012, n'a pas précisé la durée de la transition.

Les consultations pour la formation du prochain gouvernement qui sera «doté des pleins pouvoirs» ont commencé, selon l'opposant Amr Moussa.

Confronté durant sa présidence à une contestation populaire qui a atteint son apogée ces derniers jours, M. Morsi était accusé de tous les maux du pays -administrations corrompues, dysfonctionnements économiques, tensions confessionnelles- par ses adversaires.

Ces derniers voyaient en lui un apparatchik islamiste à la fois avide de pouvoir et inexpérimenté, cherchant à placer ses partisans dans tous les rouages du pays et à restaurer, sous un habillage idéologique différent, le système autoritaire d'autrefois.

Ses partisans, eux soulignent qu'il puise sa légitimité dans la première présidentielle libre de l'histoire du pays, et que les problèmes auxquels il doit faire face ne datent pas de son arrivée. Ils ont manifesté eux aussi massivement ces derniers jours.